

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4223 - Jeudi 06 Octobre 2022 - Prix : 200 Fc

FISCALITÉ :

Quid du recouvrement de la TC



Image d'illustration

INTERVIEW :

"Le centre risque de fermer faute de moyens, mon but est de récolter des fonds pour le garder ouvert"

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Octobre 2022**

Lever du soleil:

05h 47mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : **04h 35mn**

Dhouhr : **11h 59mn**

Ansr : **15h 18mn**

Maghrib: **18h 06mn**

Incha: **19h 20mn**



SOCIÉTÉ

Le plan de gestion et sécurité de l'eau à Mohéli est passé au crible

Dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion et sécurité de l'eau pour les réseaux d'eau potable à Mohéli, le premier rapport a été présenté lors d'un atelier vendredi dernier à l'hôtel auberge Les About. C'est un projet financé par le Fonds vert pour le climat.

Dans le cadre du renforcement de la résilience climatique, de l'approvisionnement en eau potable (AEP) et d'irrigation de 15 des zones les plus exposées à des risques liés au changement climatique en Union des Comores, une mission du bureau d'étude tunisien se trouvait à Mohéli la semaine dernière pour la restitution du premier rapport. Ceci a fait l'objet d'un atelier de deux jours qui a eu lieu du vendredi 30 septembre au samedi 01 octobre à l'auberge Les About. Il a regroupé les représentants des différentes institutions étatiques qui travaillent dans le secteur environnemental et annexe. C'est un projet financé par le Fonds

vert pour le climat à travers le PNUD.

« Ce projet est conçu pour remédier la vulnérabilité de l'AEP du pays, lié aux phénomènes climatiques extrêmes, en raison de la fragilité de ses ressources en eau et à l'isolement des îles » explique Chahalane Mohamed, le directeur de cabinet du Gouverneur Mohamed Saïd Fazul. C'est un projet national qui sera exécuté dans l'ensemble des îles. À Mohéli, ce projet intervient dans les zones 14 et 15, c'est-à-dire de la ville de Djoiezi jusqu'à Fomboni et de Mbatsé jusqu'à Hoani. « Le choix de ces zones n'est pas un hasard car c'est ces zones auront beaucoup de problèmes d'eau d'ici 2040 » précise Chahalane Mohamed. Des bassins de stockage d'eau sont également prévus pour être construits à Djoiezi, deux autres à Fomboni et un autre à Hoani.

Lors de cet atelier, les bonnes pratiques de gestion du système d'exploitation des réseaux d'eau



potable, des pratiques de protection des sources d'eau, mais aussi les pratiques de gestion de l'eau en cas de pénurie étaient également au menu des discussions. Les responsables du bureau d'étude tunisien ont insisté sur l'importance de ce projet. « Nous avons commencé nos études il y a un an. Il ne s'agit pas ici de mettre tout simplement de l'eau

mais de savoir comment le gérer et le répartir pour le bien être de tous » disent-ils lors de leurs interventions. Plusieurs problèmes à résoudre sont dégagés pour une meilleure gestion de l'eau. Il s'agit en effet d'améliorer l'entretien des infrastructures d'AEP, aider à rompre ce cercle de recouvrement des factures de la société SONEDE, mais aussi de

réfléchir parallèlement à une politique de tarification aux volumes consommés en tenant compte des équilibres financiers de la SONEDE et des comités d'usagers, mais également de la qualité du service et enfin aider à l'implantation d'une vraie politique de décentralisation.

Riwad

POLITIQUE

Le club de Claude Ben Ali rameute ses troupes vers la CRC

Des cellules de sensibilisation pour des adhésions en masse des jeunes vers le CRC voient le jour dans différents quartiers de la capitale d'Anjouan. Un groupe de cinq personnes constituent une cellule dans chaque quartier derrière les directives d'Ahmed Abdou alias Choumbwi.

Dans plusieurs quartiers de la capitale, les jeunes chargés de sensibiliser la population pour des adhésions au parti au

pouvoir la CRC (Convention pour le renouveau des Comores) sont dévoilés dans les réseaux sociaux. Ces derniers laissent entendre que le message du président Azali était clair : après le dialogue national, tout le monde doit partir en campagne pour les prochaines échéances électorales de 2024. « La meilleure en politique est la vague déferlante. On s'organise avant l'heure pour être au rendez-vous », indique un des jeunes militants de la CRC.

Politiquement, à Anjouan,

on constate un congé dans presque toute l'île. Les activités et rassemblements politiques sont en sourdine depuis belle lurette. Et un vieux sage montre que « c'est la vie chère qui acte cette inertie politique dans l'île ». Seul le parti au pouvoir (CRC et alliés) occupe la scène. Les opposants au régime quant à eux, continuent à fustiger le président de « dictateur » et beaucoup préfèrent attendre « la fin de ce régime plutôt que de se jeter dans la gueule du loup gratuitement ».

Comme pour docteur Djanfar Laguera, ancien ministre des télécommunications et transports sous le régime Ikililou et membre du parti UPDC, qui a mis en avant la terreur du pouvoir. « On est terrorisé et mis en veilleuse par la dictature

d'Azali dans tous les coins de l'île », déplore-t-il, avant d'ajouter que « rien ne marche, tout est provisoire, comme dit le penseur que nous sommes toutes et tous en liberté provisoire ». En campagne déjà pour 2024-2025, la coordination CRC de Mutsamudu

bénéficie de ce réveil de Choumbwi et ses hommes. Il met en place les troupes dans les quartiers pour accélérer les adhésions au parti présidentiel.

Nabil Jaffar





Du 1 OCT au 5 NOV 2022

OCTOBRE ROSE

PENDANT 1 MOIS, MOBILISONS-NOUS

1er Octobre	Conférence de presse de lancement - Hotel le Retaj / Moroni
Du 3 au 7 Octobre	Tournée Ambulance Rose / Ngazidja
Du 5 Oct au 5 Nov	Dépistage à prix réduit - Ndzuani / Ngazidja
8 Octobre	Journée Sport - Alliance française / Moroni
29 Octobre	Gala Rose - Hotel le Retaj / Moroni
5 Novembre	Marche Rose de Clôture / Moroni

FISCALITÉ :

Quid du recouvrement de la TC

La taxe sur la consommation est considérée par certains comme l'impôt le plus important du pays à l'image de la TVA dans d'autres pays comme la France pour ne citer que cette dernière. Dans le régime fiscal des Comores, la taxe sur la consommation (TC) est peut-être celle qui suscite autant de débat du moins dans le milieu des connaisseurs.

La taxe sur la consommation (TC) est un impôt indirect qui concerne toute entreprise qui fait un chiffre d'affaires égale ou plus de 20 000 000 Fc. Son taux d'imposition varie de 0% à 10%. « Le taux de la taxe sur la consommation est fixé à 10% » du moins théoriquement, comme stipulé par l'article 152 du code général des impôts récemment mis à jour en janvier 2022. Dans la pratique au contraire son prélèvement varie selon le type de produit ou le ser-

vice visé, qui peut passer de 0% à 25%. « Les activités de casinos lit-on dans ce même article sont taxées à hauteur de 25%. Alors que l'importation à l'intérieur pour les produits de première nécessité défini par arrêté du ministre des finances et du budget et à 0% ». On peut lire aussi par exemple que « les titres de transport à l'international » sont taxés à 5%, alors que les produits tels que les fers, le ciment sont fixés à 10%.

Si les spécialistes sont à peu près tous d'accord sur l'importance de cet impôt, des points de divergences apparaissent quant à la manière de le collecter. Les tenants de l'orthodoxie financière critiquent la méthodologie de collecte qu'ils jugent trop poreuse car elle ferait perdre à l'Etat des milliards tous les ans. « Ce n'est pas normal avec le train de vie de l'Etat et des charges supplémentaires qui ne cessent d'augmenter chaque année que

la pression fiscale (sur la TC) dans notre pays ne soit que 4,4% du PIB alors qu'elle devrait être de 12% », nous a confié un fiscaliste dépité par cette porosité au niveau du recouvrement de la TC. Ce qui veut dire qu'en suivant le raisonnement de ce fiscaliste et en tenant compte des chiffres de la Banque Centrale des Comores pour l'année 2021 qui a donné un PIB de 585 000 000 000 FC, l'Etat aurait perçu pour l'année écoulée avec ce taux de 4,4 % un peu plus de 25 000 000 000 FC soit une perte (manque à gagner) de 35 560 000 000 FC, si la pression fiscale était montée à 12%. Ce taux de 12% faut-il le rappeler que c'est le seuil indépassable en matière de pression fiscale (sur la TC), mais c'est non plus une obligation à atteindre pour la direction des impôts. C'est une sorte de garde fou et un instrument indispensable.

Cette distorsion est due toujours à

« la focalisation de l'AGID à ne maintenir la pression que sur les grandes sociétés et autres importateurs et laisser les semi-grossistes passer sous les mailles du filet ». Pour lui, la bonne méthode est d'installer les caisses enregistreuses sur ces derniers pour contrôler et leurs achats et leurs ventes pour mieux situer leur taux d'imposition. « Certes, nous avons un droit de communication auprès des gros importateurs qui leur vendent les marchandises, mais l'installation de ces caisses enregistreuses permettrait de faciliter le travail de vérification des agents de l'AGID mais aussi garantirait une certaine sécurité des recettes fiscales », conclut-il.

Dans la dernière session parlementaire dédiée au budget rectificatif, le législateur avait fixé les dépenses totales de l'Etat à 131 528 176 503 FC, des sommes très en deçà de la capacité réelle de recouvrement. Avec une pres-

sion fiscale hors TC de 18% au lieu des 6,6% actuellement, l'Etat aurait pu récolter plus de 105 000 000 000 FC. En ajoutant avec les 12% de la TC, c'est un recouvrement d'un peu plus de 175 000 000 000 FC au minimum par les caisses de l'Etat.

Une hypothèse jugée improbable selon d'autres, à moins de vouloir mettre à feu et à sang le pays. « C'est d'un État policier que ces gens veulent. Vous pensez que l'Etat ne pas au courant de tout ça, mais c'est une façon pour lui d'acheter la paix sociale. Il ne faut pas trop asphyxier la population sinon c'est la guerre civile qui suivra », rétorque un observateur de la vie économique du pays. Toutefois, il juge nécessaire que le débat soit ouvert sur le régime fiscal aux Comores pour plus de transparence et de civisme fiscal.

AS Badraoui

CONSEIL DES MINISTRES :

La mise en place de l'assurance maladie généralisée au cœur des échanges

Deux sujets importants ont fait l'objet du conseil des ministres hier mercredi 05 octobre à savoir la mise en place de l'assurance maladie généralisée (AMG) et le dialogue inter-comorien où une série des recommandations ont été faites et ont fait l'objet de projets de loi qui seront soumis à l'Assemblée Nationale.

Le conseil hebdomadaire des ministres s'est tenu hier mercredi 05 octobre au palais présidentiel de Beit-Salam

sous la présidence du chef de l'Etat Azali Assoumani. Deux sujets essentiels ont fait l'ordre du jour, à savoir la mise en place de l'assurance maladie généralisée (AMG) et le dialogue national. Devant la presse, le porte-parole parole du gouvernement Houmed Msaidie a expliqué que la question de l'assurance maladie a fait l'objet de plusieurs études et discussions. Il reste donc sa mise en place. Selon lui, il s'agit d'un projet très important visant à faciliter l'accès aux soins à la population. « Ce projet vise l'amélioration de

l'accès aux soins des comoriens en leur garantissant une couverture sanitaire maladie élargie, à coût réduit et surtout des soins accessibles et de qualité. Cela va permettre d'avoir les soins et de payer après les avoir reçu. Ce projet est très important pour chacun de nous tous », avance-t-il. Notons que ce projet va accompagner pour près de 9 millions d'euros, la prise en charge d'une partie de dépenses de santé au bénéfice d'environ 130.000 comoriens dont 60% des femmes affiliées à l'assurance maladie généralisée à l'horizon 2025.

Au sujet du dialogue inter-comorien tenu en février et mars 2022, plusieurs recommandations ont été faites et ont par la suite abouti à des projets de lois, notamment le code électoral révisé, le statut de l'opposition, l'élection présidentielle, une loi qui concerne les députés à l'assemblée et le statut des partis politiques. « Ce sont des résultats issus du dialogue. Nous nous sommes mis d'accord sur ces projets de lois, qui vont être déposés à l'Assemblée Nationale pour adoption », souligne-

t-il, avant d'ajouter que « le chef de l'Etat a insisté que les partis politiques existants peuvent consulter ces projets pour s'imprégner de leur contenu ». Pour rappel, une grande partie des forces d'opposition avait décliné l'invitation à ce dialogue, estimant que les conditions préalables de sa participation n'étaient pas réunies, notamment la libération des détenus politiques dont l'ancien président Ahmed Abdallah Mohamed Sambi et l'ancien gouverneur Salami Abdou.

Andjouza Abouheir

GROGNE DES RETRAITÉS À MOHÉLI

" Nous ne sommes pas des mendiants "

Ce mardi 04 octobre les retraités « mal traités » à Mwali tout comme leurs collègues à Ngazidja se sont rassemblés à la caisse de retraite de l'île pour revendiquer leurs droits. Ces anciens fonctionnaires d'État accusent 4 mois d'arriérés de salaire et appellent le gouvernement à verser leurs pensions, afin de pouvoir joindre les deux bouts, car « nous aussi avons des familles à nourrir » disent-ils.

Souvent oubliés et mal traités, les retraités comoriens demeurent comme toujours les grands délaissés de la nation. Pourtant « c'est notre dû que nous avons cotisé durant toute notre carrière. Comment comprendre que nous soyons traités ainsi » se plaignent-ils. « Nous ne sommes pas des mendiants !! » lance Mohibaca Baco l'un des retraités, très en colère.



Ce mardi 04 octobre, ces anciens fonctionnaires d'État ont fait un sit-in au siège de la caisse de retraite de Fomboni à Mohéli

pour montrer leur mécontentement face à la situation précaire à laquelle ils font face. En effet cela fait presque quatre mois qu'ils

n'ont touché aucun centime venant de l'État. « Ceux qui gouvernent le pays aujourd'hui ont oublié que nous avons passé des années à tra-

vailler au service de ce pays. Nous avons des enfants qui sont à l'école. Nous devons payer leurs écoles sans oublier nos femmes que nous devons nourrir » enchaîne ce notable politicien Mouhibaca Baco.

La plupart de ces personnes d'âge avancé souffrent de maladies chroniques, telles que diabète, hypertension et autres, « comment peut-on acheter nos médicaments ? Ce traitement est inhumain » déplore un autre retraité. Ces retraités sollicitent auprès du gouvernement comorien la régulation de leur situation pécuniaire « dans un plus bref délai avant qu'une mobilisation nationale ne se fasse » avertissent-ils. Ce rassemblement s'est tenu en l'absence des responsables de la caisse de retraite de l'île.

Riwad

INTERVIEW :

"Le centre risque de fermer faute de moyens, mon but est de récolter des fonds pour le garder ouvert"

Anlia Mohamed Mzé Ali, Miss Comores 2022, étudiante en master 2 d'ingénierie de la santé en France, mène non seulement un combat pour le centre Anfia pour enfants handicapés, mais plaide également pour la mise en place d'une structure de soins pour le cancer gynécologiques.

Question : Vous êtes élue Miss Comores 2022, quelle a été votre première réaction ?

Anlia Mohamed Mzé Ali : Ma première réaction était tout d'abord la joie et la fierté de représenter les Comores un peu partout.

Question : Quel apport, vous avez eu de la part de la communauté comorienne ?

A.M.M.A: La communauté comorienne, c'est toute la générosité que j'ai eu justement en venant ici. Quand j'étais en France, c'était un peu compliqué. Dès que j'ai posé les pieds sur le sol comorien, j'ai vraiment senti que j'étais Miss Comores et c'est une fierté. D'ailleurs je tiens vraiment à remercier Massiwa 269, Imrane Barwane pour la visibilité et l'accompagnement dans de nombreux événements. Le styliste et créateur Mousse Adam, Safarii Djema pour la visite et découverte de l'histoire du

pays, qui m'ont beaucoup soutenu. Bien sûr je ne pouvais pas oublier mon comité et toutes les personnes généreuses qui m'ont aidé à faire ma place et d'intégrer différents projets d'une manière générale. Le soutien de ma famille compte énormément, elle m'épaule dans tout ce que j'entreprends. C'est très important pour moi.

Question : Vous soutenez la cause noble d'octobre rose. Quel message portez-vous aux femmes comoriennes atteintes de cette pathologie ?

A.M.M.A: Le message que je tiens à adresser aux femmes atteintes du cancer du sein, est de rester positive et de garder l'espoir, d'avoir la foi et de continuer à se battre pour vivre. Durant mon séjour aux Comores, j'ai pris part à certaines activités de l'ACCF, pour qui le partage était très riche et intéressant. J'espère vraiment que le pays mettra les bouchées doubles pour la mise en place d'une structure de soins et de recherche pour le cancer gynécologique. À l'avenir, j'espère également qu'on arrivera à avoir des prix plus réduits pour le dépistage du cancer du sein. Pour l'instant, c'est quand même des prix qui sont élevés par rapport au pouvoir d'achat des comoriens. Voire même un dépistage gratuit pendant au moins

le mois d'octobre.

Question : Quel est votre combat en tant que Miss Comores 2022 ?

A.M.M.A: Le combat que j'ai mené en tant que Miss Comores 2022, c'est la préservation du centre social Anfia Ibrahim, qui est un centre dédié aux enfants en situation de handicap. Il risque de fermer par manque de moyens. Moi en tant que Miss Comores, mon but est de récolter des fonds pour garder le centre toujours ouvert afin de permettre à ces enfants de continuer d'aller au centre à apprendre, à jouer et à être heureux. Je veux que les gens comprennent que les enfants handicapés sont des enfants comme les autres, qui ont besoin d'attention, qui ont besoin d'aller à l'école, d'apprendre, de jouer et qui ont eux aussi une capacité. Ce sont des enfants qu'il faut intégrer dans la société.

Question : Les Comores font face actuellement à une recrudescence des cas de violence faite aux femmes et aux enfants. Est-ce que ça peut être quelque chose que les candidates doivent mettre en avant dans leur profession de foi ou dans leurs engagements ?

A.M.M.A: La violence faite aux



enfants et aux femmes, ce sont des sujets importants et très sensibles pour toutes les candidates. Encore plus en tant que femme, on se sent concerné. D'ailleurs, c'est un sujet qu'on abordera prochainement avec mon comité et avec mes dauphines (Houfata à Ngazidja, première dauphine, Lamia à Anjouan deuxième dauphine).

Question: Peux tu te présenter brièvement ?

A.M.M.A: Je m'appelle Anlia Mohamed Mzé Ali, j'ai 23 ans et suis originaire des Comores (Ngazidja,

j'ai grandi à Dijon en France. Je suis actuellement en master 2 d'Ingénierie de la santé à Lille en France.

Un dernier mot ?

A.M.M.A: Pour finir, j'espère que mon mandat permettra à l'élection Miss-Comores de retrouver son prestige, sa gloire et de montrer aux jeunes femmes, c'est une élection de beauté, certes mais on peut à coté entreprendre des projets importants.

Propos recueillis par Andjouza Abouheir

HABARI ZA UDUNGA

La gestion axée sur les résultats, une opportunité pour qui sait, où il veut aller !

Tout le monde a plus ou moins, entendu parler de la gestion axée sur les résultats, en vogue dans les organisations internationales et dans un certain nombre de pays. En effet, durant ces dernières décennies les gouvernements du monde entier ont subi et subissent des fortes pressions pour démontrer qu'ils utilisent efficacement les deniers des contribuables.

Les préoccupations de l'opinion relatives à la réduction de la dette extérieure, la baisse de confiance dans le leadership du microcosme politique, la mondialisation de l'économie, le libéralisme sauvage et par conséquent, une concurrence accrue sur le marché global ont contribué à l'apparition de démarches de gestion axée sur le rendement et les résultats dans le secteur public dans beaucoup de pays.

Il serait, peut-être bon, que chez nous, dans les îles de la lune, où il est difficile de se faire une idée de ce qui se fait réellement pour le pays, que le microcosme politique sous les cocotiers se fixe des résultats à atteindre au lieu de se lancer dans des discours dithyrambiques à n'en plus finir à chaque chant du coq et coucher du soleil.

Il faudrait que partout, la gestion axée sur les résultats fasse son petit

bonhomme de chemin. Mais connaissant les pratiques et la mentalité des habitants des îles de la lune, il ne faudrait pas se faire trop d'illusions sur le temps qu'il faudra consacrer à cette nouvelle façon de travailler.

Pour la plupart d'entre nous, les résultats se résument aux activités que nous menons dans notre travail au quotidien. La notion de résultat n'a pas encore eu de contenu concret dans notre travail de planification. Or cette situation est devenue la cause première des blocages que nous observons un peu partout dans nos administrations et autres hauts lieux où le microcosme excelle, c'est-à-dire dans la fameuse superstructure.

Ce qu'il faudrait, c'est de faire en sorte que nos politiciens et grands commis de l'État s'approprient la gestion axée sur les résultats pour qu'enfin, la masse puisse se faire une idée plus précise de la destination que prend le pays.

Combien d'entre nous s'interroge chaque jour, sur ce que demain sera fait, dans la mesure où il y a une absence totale de lisibilité du discours politique, pour ne pas dire de la pratique politique. On dit souvent que les gens ne font pas la politique pour aller au paradis, soit ! Mais encore faudrait-il qu'elle donne des raisons d'espérer pour un futur proche et non l'impression de s'en éloi-


gner à mesure que l'on s'en approche.

Pour sortir de la politique "makri" et du "msetro" dont nous sommes si familiers, il est nécessaire de se fixer des résultats tangibles pour le


bien de tous. Mais, dans un premier temps, on pourrait se demander à quels résultats nous voulons aboutir avec la multiplication des structures actuelles et leurs nombreuses cohortes de chefs sans mandats précis ? A

moins qu'on veuille se complaire, comme toujours, dans le rythme ambiant, porteur cela va de soi, des désillusions futures.

Mmagaza



AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute un (e) Coordonnateur (ice) National (e) du projet « Mise en œuvre d'un développement durable à faible teneur en produits chimiques et non chimiques dans les PIED- dans les Îles de l'océan - Indien- Comores », NPSA 11

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de **postuler en ligne** à partir du lien ci-dessous :

*** Poste de Coordonnateur (ice) National (e) du projet « Mise en œuvre d'un développement durable à faible teneur en produits chimiques et non chimiques dans les PIED- dans les Îles de l'océan -Indien-Comores », NPSA11**

CandidateExperience/fr/sites/CX_1/job/6008/

Date de début de Publication :
21 septembre 2022

Date limite dépôt des candidatures :
12 octobre 2022

Remarques :

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.
- Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.
- Le PNUD ne tolère pas l'exploitation et les abus sexuels, aucun type de harcèlement.
- Tous les candidats sélectionnés seront donc soumis à des vérifications rigoureuses des références et des antécédents.
- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.